

## Sentiment d'appartenance, communication et développement territorial en Tunisie



**Syrine Ben Slymen**

Université Nice Sophia Antipolis-France  
LESOR – IRA de Médenine – Tunisie  
syrinebenslymen@yahoo.fr

**Vincent Meyer**

Université Nice Sophia Antipolis-France  
vincent.meyer@unice.fr

Reçu le 11-04-2014 / Évalué le 14-05-2014/Accepté le 22-10-2014

### Résumé

Des actions pour le développement régional ont été conduites dans le cadre des différentes politiques de développement adoptées en Tunisie, depuis quatre décennies, mais les disparités et les écarts entre les régions se perpétuent et s'accroissent de plus en plus. Ce déséquilibre régional a abouti à plusieurs conséquences comme le mouvement de migration important entre les régions. Cela serait-il dû aux inégalités entre les régions du point de vue développement ? Ou est-ce que la variation du sentiment d'appartenance serait la cause de ce mouvement de migration ?

**Mots-clés :** développement régional, intelligence territoriale, disparités, sentiment d'appartenance

### Sense of belonging, communication and territorial development in Tunisia

### Abstract

Actions for regional development have been conducted within the framework of various development policies adopted in Tunisia, for four decades, but the disparities and differences between regions are perpetuated and accentuated more. This regional imbalance leads to several consequences such as the migration movement between regions. Would this be due to regional disparities in terms of development? Or is the variation of the attachment to region would cause the migration movement?

**Keywords :** regional development, territorial intelligence, disparities, attachment to region

Pour la Tunisie, les redéfinitions des politiques de développement des territoires se sont succédées depuis l'indépendance de 1956. La planification économique en a été le maître mot. L'instauration de ces diverses politiques a également abouti à un clivage nord-sud et à une opposition littoral-intérieur. Paradoxalement, des écarts n'ont cessé

de se creuser concomitamment à une amélioration des niveaux de vie. Au-delà de l'inégale répartition des ressources naturelles et des clivages hérités du passé, des choix sociopolitiques ont alimenté ces disparités pour aboutir à une dualisation prononcée du territoire national. Tunis ainsi que les petites et moyennes villes du nord-est ont accaparé l'espace économique dynamique. Le développement des infrastructures au centre-est a rejoint le Nord-Est en devenant bassin d'emploi. Les entreprises essentiellement exportatrices (avec le plus grand nombre de salariés) se sont concentrées dans le Nord-Est et le Sahel. En comparaison avec le développement du littoral, les autres régions sont quasi désertiques sans grands investissements ou grands projets. Le taux de chômage dans les régions intérieures est de loin supérieur à la capitale. D'après le ministère du Développement régional (données de la banque africaine de développement en 2012) dans la région de Médenine 30 % des diplômés sont chômeurs alors que dans la capitale et ses périphéries comme Nabeul, ce taux ne dépasse pas 14 %. Ceci a fortement contribué à une migration des habitants de l'intérieur vers les autres régions.

Si ce mouvement est la conséquence de plusieurs facteurs en lien avec les disparités précitées, il vient aussi en tension avec un sentiment d'appartenance souvent mis en avant dans le développement des projets territoriaux pour mobiliser et/ou faire participer la population locale à ces derniers. Étudier pareil sentiment permet également de poser un diagnostic des besoins et des revendications dans chaque région en matière de communication publique et d'interroger la pertinence d'y importer ou de convoquer des dispositifs d'Intelligence territoriale (IT). Cet article s'inscrit dans les travaux du programme pluridisciplinaire « Langages, Objets, Territoires et Hospitalités » (LOTH). Dans ce cadre, différentes recherches doctorales ont été menées avec l'objectif de consolider les connaissances en communication publique et territoriale dans des zones fragiles et menacées et faire bénéficier les décideurs des résultats de recherche en les opérationnalisant sur différents terrains (Morelli, Sghaïer, 2012 ; Meyer, Sghaïer, Smati, 2012)<sup>1</sup>. Dans la présente recherche, il s'agit de montrer comme est qualifié ce sentiment d'appartenance des populations à leur région face aux disparités précitées et aux dispositions prises pour y remédier. Notre objectif dans cet article est aussi de caractériser dans quelle mesure les disparités régionales et la variation du sentiment d'appartenance interviennent dans un mouvement de migration interrégional et, ce faisant, de cibler le rôle de la communication publique au niveau de ces gouvernorats<sup>2</sup>. Cette dernière serait-elle en mesure de conforter ce sentiment d'appartenance au territoire et ainsi freiner les courants migratoires vers d'autres régions ?

## 1. Le constat des disparités sociales et spatiales

Depuis 1956, le constat des disparités entre les régions de la Tunisie a été la base de politiques de développement toutes orientées vers une reconstruction du pays. Dans les faits, ces politiques ont aussi accentué les disparités qu'elles étaient censées gommer. Le premier travail engagé par les autorités publiques - avec pour objectif une planification économique et sociale - est celui de 1961 sous le titre de « Perspectives décennales de développement ». Ce plan identifie et qualifie déjà des disparités entre les régions ; celles relevées concernent autant la répartition de la population que celle des activités.

La centralisation des décisions a été appuyée par les volontés de reconstruire un État et une économie et, avec eux, une capitale : Tunis. En effet, la capitale depuis la fin des années 1960 est le centre industriel et le moteur de l'emploi. Malgré plusieurs tentatives de dynamisation du tissu industriel pour assurer un rééquilibrage, l'accaparement des décisions à un niveau central a marqué tous les développements en Tunisie. Les impératifs de la modernisation et de la décentralisation ont toutefois été à l'origine d'un nouveau découpage spatial. Entre le gouvernorat et l'Imada<sup>3</sup> a été instaurée la délégation comme échelon territorial intermédiaire. Selon Belhedi (1992), cette multiplication de collectivités locales et, avec elle, une amélioration des services administratifs n'ont pas contribué à l'atténuation des disparités. On peut avancer ici deux hypothèses : les découpages entre les régions n'étaient pas équilibrés ; les décisions prises au centre n'ont pas tenu compte des réalités régionales. Les milieux ruraux restaient défavorisés et pauvre en population, alors que la capitale, ses périphéries et les régions côtières abritaient déjà plus de 51 % des Tunisiens. Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 1966 la capitale et le littoral concentraient la majorité du tissu industriel et consommaient 89 % de la production électrique, 84 % des lits d'hôpitaux et des médecins et 70 % des élèves des écoles primaires. Ainsi la capitale, ses périphéries et les zones côtières représentent-elles un lieu de concentration des richesses et de services qui s'impose à tous. Autrement dit, Tunis est au centre de tous les fonctionnements. C'est pratiquement le plus important marché agricole, la transformation de la plupart des produits agricoles s'y réalise ; de même, les grandes industries, l'import-export, les transactions financières se font à son niveau. La Tunisie est ainsi marquée par une forte centralisation administrative qui fait des autres gouvernorats les exécutants des décisions prises au niveau de la capitale. De fait aussi, les échanges entre les régions sont très limités, l'émergence de métropoles à l'intérieur du pays n'a pas pu se réaliser. Il n'existe pas de pôle regroupant plusieurs gouvernorats et disposant d'une autonomie décisionnelle.

Le littoral tunisien a connu un développement important notamment en lien avec le tourisme de masse et ceci aux dépens des régions intérieures. Mais les clivages

interrégionaux se manifestent aussi au niveau des ressources naturelles. Un climat aride caractérisant le sud, une pluviosité faible, mais suffisante pour éviter la désertification au centre et un nord bien pourvu avec des terres fertiles et des pluies abondantes. Ces disparités ont été renforcées par l'occupation déséquilibrée des terres : les plus fertiles ont été bien entretenues et exploitées ; les autres ont été délaissées. Les investissements étant orientés essentiellement vers le littoral, les régions côtières sont aussi plus développées en termes d'infrastructures. De plus, les transformations des ressources prélevées dans les régions de l'intérieur se font au niveau du littoral (le blé du Nord-Ouest transformé au niveau de la capitale, le phosphate du sud est traité au centre-est...). En outre, l'économie de la Tunisie a été consolidée par les six ports de commerce, les quatre aéroports internationaux, le terminal pétrolier, et les deux zones franches de Bizerte et Zarzis. Le poids du littoral est de plus en plus fort par rapport aux régions de l'intérieur : 62 % de la population y est maintenant regroupé, et la valeur ajoutée de cette zone s'articule autour des trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Qu'ils soient publics ou privés, les investissements sont orientés vers le littoral qui devient un lieu d'accumulation des richesses.

Différentes politiques ont pourtant été déployées comme l'approche des réformes de structure de l'époque Ben Salah (dans les années 1960), le désengagement de l'État et les tentatives de privatisation de l'époque Nouira (dans les années 1970), la mise en place d'un projet de développement destiné aux régions du centre de la Tunisie (dans les années 1980) ou encore la généralisation des structures de développement à travers tout le pays avec le commissariat Général de développement régional<sup>4</sup> et les offices de développement du Nord-Ouest, du centre-Ouest et du Sud (depuis les années 1990).

Une étude a été réalisée par la Banque Africaine de Développement en 2011 sur le seuil de pauvreté tunisienne ; celui-ci est estimé selon l'approche Ravallion qui évalue la pauvreté monétaire en se fondant sur la satisfaction par les ressources élémentaires. Un seuil de pauvreté pour une région concentre plusieurs indicateurs. Les résultats de cette étude pour la Tunisie révèlent pour la région du Nord-Est regroupant (Tunis, Bizerte, Nabeul, Zaghuan) un seuil de pauvreté<sup>5</sup> qui diminue entre 1999 et 2000 passant de 12.85 à 10.95. Alors que pour la région du Sud-Est regroupant les gouvernorats de (Gabes, Médenine et Tataouine) ce seuil est plus élevé et reste presque stagnant dans cet intervalle d'années de 15.26 à 15.23. Cette étude récapitulant ces seuils dans les différentes régions est assez parlante ; durant l'année 1990, les régions du littoral Nord-Est et centre-Est ont les seuils de pauvreté les moins élevés respectivement 12.85 et 9.57 alors que la région du Nord-Est a un seuil de pauvreté très élevé estimé à 28.43. Si des efforts de développement ont été déployés, durant une dizaine d'années, les inégalités et les disparités demeurent et elles sont de plus en plus flagrantes alors que le centre-Est a bénéficié d'un développement avec un seuil de pauvreté en diminution

à 5.85 ; la région du centre-Ouest a elle un seuil de pauvreté qui est presque au même niveau 21.26.

## 2. Mouvements de migration en Tunisie

Pour Picouet (1971), la migration intérieure en Tunisie est un changement de région ayant une intensité variable selon le gouvernorat d'origine et la destination choisie et ce à la quête d'opportunités d'emploi, d'une meilleure situation sociale ou professionnelle. Les premiers mouvements de migration provenaient essentiellement des régions rurales du Sud en destination de la capitale. Puis, pour des causes structurelles et de sous-emploi, un autre mouvement de migration a vu le jour du Nord-Ouest vers la capitale ou vers Sfax au centre-Est là où les taux de chômage sont les moins élevés. Ces mouvements de migration ont accentué le déséquilibre entre les gouvernorats. Les statistiques établies par l'Institut national de statistique durant l'année 2013 indiquent que la population présente dans le Nord-est représente 37.30% et celle présente dans le Sud-est n'excède pas les 8.15% de la population totale. Ces chiffres caractérisent un écart très important, si nous nous référons aux régions de Nabeul et de Médenine, ces dernières représentent respectivement 7.2% et 4.35% du nombre total d'habitants en Tunisie.

Le choix de migrer d'un milieu rural vers un milieu urbain s'accroît. Les flux vers un milieu urbain se font soit au sein d'un même gouvernorat, ou inter-gouvernorats. L'enquête effectuée par l'Institut national de statistique (1989) indique que les individus qui ont changé de gouvernorat de résidence entre 1984 et 1989 sont au nombre de 1 038 900 sur une population totale de 7 620 000 soit 13.63 %. L'exode rural avait pour cause le manque de développement de la région, les conditions de vie extrêmement difficiles, la faiblesse de l'infrastructure, le chômage et les faibles perspectives d'emploi. Mais qu'en est-il du rôle de la communication publique au niveau des territoires dans la valorisation ou l'attractivité de ces gouvernorats ?

Penser la communication publique est un élément relativement récent en Tunisie et dans les politiques précitées (Morelli, Sghaïer, 2012). Avant la révolution, elle couvre essentiellement la communication gouvernementale avec de timides développements dans la communication des collectivités locales. Celle-ci ne correspond pas encore à la définition idéale qu'en donne Zémor (2008) : « La communication publique est la communication formelle qui tend à l'échange et au partage d'informations d'utilité publique, ainsi qu'au maintien du lien social, et dont la responsabilité incombe à des institutions publiques ». Selon cet auteur la communication publique a différentes finalités principalement l'apport d'information en la diffusant et en la valorisant (au sens de montrer ce qui a de la valeur dans l'information pour le citoyen), l'écoute des

interrogations des populations locales, leurs besoins et attentes ainsi qu'une prise en compte du citoyen en tant qu'acteur et en consolidant un sentiment d'appartenance collectif à un territoire. Meyer (2012 : 64) précise que les actions menées dans le cadre de ces communications comprennent « une amélioration des services au citoyen, le développement d'une démocratie de proximité, la promotion des infrastructures et des services à la population, la conception de supports d'information [...], la création d'événements et de manifestations publiques, les relations de presse ».

La communication publique qui se doit d'être à l'écoute des interrogations des populations locales et au service de l'amélioration des services au citoyen sert aussi à valoriser les territoires et leurs atouts. Mais la localisation géographique de certains gouvernorats ainsi que leurs données contextuelles que ce soient économiques, sociales, culturelles ne le permettent parfois que difficilement. Cela pose différentes questions et notamment par quels dispositifs communicationnels et informationnels assurer la valorisation de ces territoires ? Comment parvenir à l'instauration de démarches collectives de développement ? Comment assurer la participation des acteurs locaux à cette valorisation territoriale ? La participation de ces derniers étant primordiale, on peut supposer que l'intensité de leur sentiment d'appartenance à la région sera déterminante. Un préalable à une mise en œuvre de stratégies de communication reste donc, pour nous, de mesurer pareil sentiment. Ces questions de valorisation et de participation des populations sont au cœur du programme LOTH. Les résultats et outils issus de cette recherche posent sous un autre jour la question des développements dans des projets de valorisation des territoires dans le contexte actuel de la Tunisie. Faut-il développer un processus d'intelligence territoriale adapté aux observatoires (Haddad, 2009) instrumentalisant une dynamique territoriale entre les différents acteurs afin d'améliorer leur implication dans la résolution des problématiques du territoire. Faut-il miser sur la valorisation des patrimoines matériels comme les Gsours (Belhassine, 2012 ; Habichou, Sghaïer, 2012) ; faut-il communiquer les facteurs économiques, sociaux ou culturels susceptibles d'avoir un effet sur le développement durable des zones fragiles et difficiles ? Par exemple, se centrer sur la communication des risques naturels liés à la désertification (Jaouad, Tbib, 2012) ou encore axer l'action des décideurs sur des concertations en coprésence pour améliorer et restaurer la confiance (Mzioudet, 2011 ; Mzioudet-Faillon, Meyer, 2012) dans une démarche d'apprentissage d'un débat public ? La question communicationnelle posée dans la présente recherche est donc de sérier les dispositifs permettant le renforcement du sentiment d'appartenance pour la valorisation territoriale. Quels supports seraient susceptibles de « ranimer » une fibre régionale et de consolider ce sentiment d'appartenance ? Les résultats et outils issus de cette recherche intéressent les décideurs et font l'objet de plusieurs manifestations comme *Les mercredis du partage*<sup>6</sup>. Le point focal est bien celui de la qualité de l'information à disposition des décideurs.

En Tunisie, la réalité d'une communication publique selon le ministère du Développement et du plan 2011, passe par la conception d'un Système d'information régional (SIR) afin d'assurer un développement régional basé sur une bonne gouvernance locale. Le SIR a pour objectif de regrouper l'ensemble des acteurs du développement régional autour d'un système unique afin d'assurer l'organisation, le stockage et la diffusion des informations aux niveaux national, régional et local. Le SIR « véhicule » donc la communication entre le gouvernement et les différentes structures régionales, entre les gouvernorats, entre la population et ses structures de développement, ainsi qu'entre le gouvernement et la population. Le regroupement des informations à travers le SIR constitue aussi un espace d'information et de décision pour les différents ministères et un souci de transparence et de communication plus ouverte en direction de la population locale. Des informations d'ordre économique et social sont capitalisées suite à une identification préalable des variables clés pour chaque région. Un échange communicationnel et informationnel harmonisé se réalise au sein même du gouvernorat et de façon transversale et interrégionale. En effet, le ministère du Développement et du plan considère que la valorisation régionale ne peut être atteinte qu'à travers l'approche participative que suggère le SIR. En bonne logique, les objectifs du SIR devraient améliorer les services rendus au citoyen en lui expliquant le projet politique lui assurant un bien être et vivre là où il est, voire en le dissuadant de tout projet de migration.

Ce système a toutefois connu plusieurs travers et dérives comme l'appropriation des données à des fins politiques, la mauvaise utilisation des technologies numériques, un manque au niveau des données collectées caractérisé par une mauvaise qualité de ces dernières et une fiabilité limitée. L'expertise limitée quant à la collecte et la diffusion des données a, par exemple, entraîné la non uniformisation des méthodologies utilisées pour la collecte et l'analyse des données. La non implication des acteurs locaux et leur manque de participation au processus de mise en place du SIR est aussi à l'origine de ces travers et dérives. Ces dernières montrent bien, en creux, que la valorisation des gouvernorats passe par le déploiement de dispositifs informationnels et communicationnels supposant la participation des acteurs locaux. L'hypothèse est simple voire simpliste, mais la collaboration des différents acteurs territoriaux pour le développement de la région suppose déjà au préalable un sentiment d'appartenance à cette dernière. La mesure et l'analyse des différentes dimensions de ce sentiment nous permettent de montrer que si les acteurs se déclarent solidaires envers la/leur région, la consolidation du sentiment d'appartenance passe par une identification de la nature du lien entre différentes dispositions protéiformes.

### 3. Un sentiment d'appartenance ?

Signifier de l'attachement au lieu c'est le considérer comme partie intégrante de soi (Chawla, 1992). C'est en ce sens une disposition cognitive. Le sentiment d'appartenance envers un lieu peut être caractérisé avec plusieurs autres notions comme l'attachement au lieu, l'identité d'un lieu ou encore la dépendance envers un lieu. L'individu peut ainsi avoir plusieurs réactions par rapport à son lieu de vie qui peuvent aussi éclairer les politiques ou stratégies de communication publique pensées ou voulues par les autorités. Ce sentiment d'appartenance peut être dû à la relation emblématique que tisse un individu envers sa région et il peut être conforté/renforcé par certaines pratiques communicationnelles (informations sur les services aux citoyens, approche participative avec prise en compte des suggestions pour un développement futur ou durable, image promotionnelle de la région avec mise en exergue des atouts, etc.) dans une stratégie de marketing territorial. En retour, l'attachement donne au lieu une valeur particulière, ce qui rend sa substitution difficile. Pour Frisou (2011), les représentations individuelles et sociales du lieu de vie peuvent influencer les sentiments d'appartenances, les croyances identitaires et le comportement des personnes. Ces réactions peuvent être cognitives, affectives ou conatives. À travers une étude exploratoire comparative entre deux régions de la Tunisie à savoir Nabeul et Médenine, il s'agissait de vérifier si la variation du sentiment d'appartenance a un rapport avec la migration interrégionale ou davantage avec les disparités décrites *supra* entre les régions. Notre échelle de mesure du sentiment de l'attitude envers la région a été testée par Frisou (2011) avec trois dimensions :

#### **Dimension cognitive : identité de lieu**

je me sens vraiment chez moi dans ma région

je m'identifie un peu à ma région

je ressens ma région comme une partie de moi même

#### **Dimension affective : attachement au lieu**

je suis très attaché(e) à ma région

je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région

quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir

#### **Dimension conative : solidarité envers le lieu**

je me sens très solidaire de ma région

dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région

c'est important pour moi d'aider ma région à se développer

j'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région



Pour cette enquête exploratoire - premier matériau empirique de cette recherche - un questionnaire a été administré à un échantillon raisonné de la population locale dans deux régions pour nous permettre de caractériser, en premier lieu, l'intensité d'un sentiment d'appartenance et, en second lieu, de préciser si nos répondants envisagent de changer de région et si le manque de développement de cette dernière est la cause d'un départ futur. Notre questionnaire a été administré à 110 répondants. Ils appartiennent à deux régions différentes et assez éloignées l'une de l'autre : 47.6 % des enquêtés sont de Médenine ; 52.4 % de la région de Nabeul. Les employés dans les deux secteurs public et privé représentent plus que 50 % de la population totale (soit 57.1 %). Le reste est réparti entre ceux qui exercent dans les fonctions libérales, les étudiants et les individus sans emplois.

Variable	Modalité	Effectif	Pourcentages
<b>Catégorie socioprofessionnelle</b>	Employé dans le secteur public	29	27.6 %
	Employé du secteur privé	31	29.5 %
	Fonction Libérale	12	11.4 %
<b>Genre</b>	Étudiant	21	20.1 %
	Sans Emploi	12	11.4 %
	Masculin	49	46.7 %
<b>Lieu d'exercice</b>	Féminin	56	53.3 %
	Nabeul	55	52.4 %
<b>Age</b>	Médenine	50	47.6 %
	18ans-25ans	22	21.0 %
	26ans-30ans	29	27.6 %
	31ans-40ans	42	40.0 %
	41ans-60ans	12	11.4 %

**Tableau 1 : Caractérisation de la population enquêtée**

À l'aide du coefficient de corrélation de « Alpha de Cronbach<sup>7</sup> » on examine la fiabilité des différents items censés contribuer à mesurer un phénomène donné. La majorité des valeurs dépassent le seuil requis de 0.6 à l'exception de quelques dimensions qui affichent des valeurs faibles, mais qui ne sont pas loin du seuil. Ceci permet de considérer que l'échelle étudiée est statistiquement fiable. Il en résulte que la cohérence interne entre les items est bonne. Les items étudiés nous permettent de refléter les concepts de l'attitude envers la région. L'indice de KMO<sup>8</sup>, nous permettra de déterminer si nos échelles sont factorisables. L'indice de la variance reflétera la qualité de l'identité, de l'attachement et de la solidarité envers la région des répondants.

Concernant la dimension relative à l'identité à la région, la valeur de l'indice KMO est de l'ordre de 0.52. La qualité de représentation des trois items qui sont introduit dans l'analyse est bonne (soient 0.361 ; 0.701 ; 0.498). L'analyse de la variance montre que 51.99 % de la variabilité de l'identité des répondants est expliquée par ces trois

items. Du point de vue statistique, il s'agit d'une bonne traduction de l'identité des individus par ces trois questions. Un seul axe factoriel est extrait.

Pour la dimension de l'attachement à la région, l'indice KMO affiche une valeur de 0.53 indiquant que les items utilisés dans l'analyse sont statistiquement factorisables. La qualité de représentation est meilleure pour les trois items (0.670 ; 0.407 ; 0.433). L'analyse montre aussi que 50.31 % de la variation totale est expliquée par la variation des items qui traduisent l'attachement à la région. Ceci montre que les interviewés éprouvent de l'attachement à leur lieu d'origine. Cette analyse permet d'extraire un seul axe factoriel qui regroupe les trois items en question.

La dimension solidarité envers la région a une valeur KMO de 0.59 ce qui indique que les quatre items de cette dimension sont factorisables. La qualité de représentation de ces axes est relativement (0.833 ; 0.824 ; 0.819 ; 0.830). 82.66 % de la variance totale est expliquée par la variation des items de la solidarité envers la région, les individus de notre échantillon sont très solidaires envers leur région. Deux axes factoriels sont extraits à partir de ces quatre items.

Ainsi a-t-on déterminé que les individus de notre échantillon s'identifient, éprouvent de l'attachement et sont très solidaires envers leurs régions. Établir des croisements entre nos différentes dimensions nous permettra de caractériser la nature du lien envers la région, et la différence appréciable entre le governorat de Nabeul et de Médenine. Le croisement entre l'identification à la région et la solidarité envers la région a fait ressortir que 63 personnes s'identifiant à la région sont aussi solidaires envers cette dernière. Le test de chi<sup>2</sup> pour ce croisement relève une dépendance très significative entre ces deux variables, avec  $\chi^2=25.50$ ,  $ddl=1$ ,  $1-p=99,99\%$  et  $vde\ cramer=23.18\%$ .

Compte tenu que la dépendance entre l'identification à la région et le fait d'être solidaire envers la région est très significative, nous avons effectué un autre croisement entre l'identification à la région et le fait d'aider à son développement. Ce croisement a révélé que 79.72 % de notre échantillon qui s'identifient à la région sont d'accord pour aider à son développement. La dépendance entre ces deux variables est très significative ; en effet,  $\chi^2=18.10\%$ ,  $ddl=1$ ,  $1-p=99.99\%$  et  $V\ de\ cramer = 16.45\%$ .

Ainsi en croisant des variables de la dimension cognitive à savoir l'identité à la région avec des variables de la dimension conative à savoir la solidarité envers la région, nous retrouvons pour certains croisements une dépendance très significative ce qui nous permet de confirmer partiellement que le fait de s'identifier à la région a un impact sur la manifestation de solidarité envers cette dernière.

Ceci nous permet de passer à des croisements entre des variables de la dimension cognitive (identification à la région) avec des variables de la dimension affective (attachement à la région). 54.54 % de notre échantillon qui ressentent la région comme une partie de soi sont attachés à celle-ci. Le test nous donne Chi2 égal à 12.42 et V de Cramer égal à 11.29 % ainsi ces deux variables ont une dépendance très significative. Toujours en croisant des variables de la dimension cognitive et de la dimension affective comme : Le sentiment d'être chez soi dans la région et le fait d'être heureux en revenant à la région révèle aussi une dépendance très significative avec Chi2=33.88 et V de Cramer=30.80 %

Ainsi en croisant des variables de la dimension cognitive à savoir l'identité à la région avec des variables de la dimension affective à savoir l'attachement à la région, nous retrouvons pour certains une dépendance significative ce qui nous permet de confirmer partiellement que le fait de s'identifier à la région cela a un impact sur le sentiment d'attachement manifesté envers cette dernière. Les croisements entre les variables de la dimension cognitive et affective ainsi que cognitive et conative nous ont permis d'établir des dépendances assez significatives ce que nous permet de confirmer partiellement que le fait de s'identifier à la région prédispose l'individu à un sentiment d'appartenance ainsi qu'à diverses manifestations de solidarité envers cette dernière.

#### **4. Échanges communicationnels et consolidation du sentiment d'appartenance**

Le test de la fiabilité de nos échelles est un préalable essentiel au développement de notre travail. La valeur statistique Alpha de Cronbach est très proche du seuil requis pour nos trois dimensions à savoir « Appréciation du travail des autorités en termes de développement » ; « Avis et échange d'information avec les autorités locales », et « départ de la région à cause du manque de développement » ce qui démontre la fiabilité de nos échelles. L'indice de KMO déterminera le potentiel de factorisation de nos items, la variance exprimée pour chaque variable montrera quant à elle la représentation de chaque dimension pour notre échantillon.

L'indice de KMO pour l'appréciation du travail des autorités locales en termes de développement, avis et échange d'informations avec les autorités et départ de la région est respectivement de 0.57 ; 0.50 ; 0.50. Le total de la variance expliquée est le plus important pour la dimension avis et échange d'informations avec les autorités locales 81.16 %. Cela montre que notre échantillon d'individus accorde une très grande importance à la communication établie avec les autorités locales et leurs partenaires publics et privés.

En appréciant l'évaluation du travail des autorités locales dans la région. 79.1 % des répondants jugent que celles-ci ne participent pas au développement de la région, dont 48.27 % de la région de Nabeul et 51.72 % de la région de Médenine. 49.1 % considèrent que les acteurs publics et privés ne participent pas assez au développement local, dont 57.40 % de la région de Nabeul et 42.59 % de la région de Médenine. Le chiffre le plus éclairant est que 87.3 % de cet échantillon pensent que les autorités locales ne communiquent pas sur les actions de développement de la région, dont 48.95 % de la région de Nabeul et 51.04 % de la région de Médenine. 86.4 % sont d'accord que leur avis est important pour le développement de la région à raison de 51.57 % de Médenine et 48.42 % pour Nabeul ; de même, 88.2 % pensent qu'il n'y a pas d'échange d'information avec les autorités locales de la région dont 49.48 % de la région de Nabeul et 50.51 % de Médenine, et 86.4 % de notre échantillon ne sont pas d'accord sur le fait que les autorités locales prennent leur avis concernant le développement dont 50.52 % de Nabeul et 49.47 % de Médenine.

Ces constats nous ont amené à voir si cette population se prononce pour ou contre un départ de la région, 53.6 % ne pensent pas que ce qu'il y a dans leur région ne se trouve pas ailleurs, dont 54.23 % de Nabeul et 47.76 % pour Médenine.

Les souhaits de départ concernent nos deux régions d'étude, ce pourcentage est supérieur dans la région de Nabeul. 60.9 % approuvent la migration hors de leur région, car ils jugent que cette dernière n'est pas assez développée à raison de 52.23 % de Nabeul et 47.76 % de Médenine. 54.5 % pensent qu'ils se sentiront mieux ailleurs dont 53.33 % de Nabeul et 46.66 % de Médenine.

Certains croisements montrent des liens de dépendance. En croisant le fait de s'identifier à la région avec l'importance de l'avis sur son développement, nous trouvons une dépendance significative avec  $\chi^2=8.49$  et  $V$  de cramer= 7.72 %. Le croisement entre le fait d'aider au développement régional avec l'importance de l'avis pour le développement montre quant à lui une dépendance significative avec  $\chi^2=9.09$  et  $V$  de cramer= 8.26 %. Établir une analyse factorielle des correspondances nous permettra de relever les principales composantes résumant le lien entre ces différentes variables.

40.64 % de la variance est expliquée par ces deux axes factoriels, à raison de 28.41 % pour le premier axe et 12.23 % pour le deuxième. La contribution des variables pour le premier axe se référant essentiellement aux dimensions identité, solidarité et la décision de départ à cause du manque de développement. Malgré l'identité et la solidarité envers la région, les individus jugent que le manque de développement les amène vers une décision de départ.

Pour le deuxième axe, nous retrouvons essentiellement l'identité, l'attachement et l'importance de la communication et de l'échange d'information avec les autorités

locales. Notre population interrogée s'identifie, éprouve de l'attachement et de ce fait leur avis et les échanges communicationnels établis avec les autorités locales, et leurs partenaires publics et privés ont une véritable importance pour nos répondants. L'importance de la communication publique en direction des citoyens est relevée. La population locale est très sensible à une approche participative pour le développement de leur région. Cela aurait un effet positif sur leur attachement et leur sentiment d'appartenance. Une approche communicationnelle participative de la part des autorités locales consolidation de la fibre régionale de la population locale et les dissuadent de tout départ éventuel.

### **Conclusion**

Cette recherche exploratoire a permis de relever que 66.4 % des répondants s'identifient à leur région ; ce pourcentage est plus élevé à Médenine, cette population est en majorité féminine. 70 % sont attachés à la région, et 69.1 % y sont solidaires. En croisant des variables de la dimension cognitive à savoir l'identité à la région avec des variables de la dimension conative à savoir la solidarité envers la région nous retrouvons une dépendance significative ce qui nous permet de confirmer partiellement que le fait de s'identifier à la région a un impact sur la manifestation de solidarité envers cette dernière.

En croisant des variables de la dimension cognitive l'identité à la région avec des variables de la dimension affective l'attachement à la région nous retrouvons une dépendance significative ce qui nous permet de confirmer partiellement que le fait de s'identifier à la région a un impact sur le sentiment d'attachement manifesté envers cette dernière.

8.4 % sont d'accord que leur avis importe pour le développement de la région. 88.25 % pensent qu'il n'y a pas d'échange d'information avec les autorités locales de la région, et 86.4% de notre échantillon ne sont pas d'accord sur le fait que les autorités locales prennent leur avis et s'accordent à raison de 60.9 % sur le fait de migrer ailleurs.

L'analyse factorielle des variables du sentiment d'appartenance et de la décision de départ a relevé deux principaux facteurs explicatifs :

la décision de départ de la région est prise en raison du manque de développement malgré l'identification et la solidarité envers cette dernière ;

l'importance de la communication et de l'échange d'information avec les autorités locales dans la consolidation de l'identité et de l'attachement à la région.

Le premier facteur signale que malgré l'attachement et la solidarité envers la région, son manque de développement est déterminant et pousse les individus au départ. Pour

le second facteur, la communication et les échanges d'information établis par les autorités locales et leurs partenaires publics et privés, son accentuation consoliderait bien l'identité et l'attachement envers la région. Cette enquête exploratoire a ainsi confirmé l'importance que peut avoir la mise en œuvre d'une communication publique au niveau des gouvernorats en termes d'approche participative, de prise en compte des besoins réels, d'information en direction de population locale. L'approche participative incluant les individus dans les décisions essentielles pour le développement de la région a aussi un effet sensible sur l'attachement.

### Bibliographie

- Belhedi, A. 1999. « Les Disparités Spatiales en Tunisie, État des Lieux et Enjeux ». In : *Méditerranée*, n° 1-2, p. 63-72.
- Belhassine, S. 2012. Raconter le lieu par l'image. Analyse sémiologique de cartes postales des Ksours du sud-est tunisien. In Moretti e.a. *op. cit.*
- Chawla, L. 1992. « Childhood Place Attachment ». In Altman and Low, *Place Attachment*. New York : Plenum Press, p. 63-86.
- Dhafer, N. 2010. « L'aménagement du territoire tunisien : 50 ans de politiques à l'épreuve de la mondialisation », in *EchoGéo.revues.org*, n°13.
- El Gaïed, M. Meyer, V. 2014. « Les Gsours du Sud-est tunisien : quelle valorisation entre développement territorial et communication touristique ? ». In *Les enjeux de l'information et de la communication 1*, avril.
- Frisou, J. 2011. « Le localisme est-il un argument de fidélisation pertinent ? Le cas des programmes de fidélisation communautaires ». In revue *Mémoire Vivante*.
- Habichou, H., Sghaier, M. 2012. « Possible des acteurs dans la valorisation du patrimoine : cas des ksours du sud-est tunisien. In Morelli e.a. *op. cit.*
- Haddad, M. 2009. « Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : un processus d'intelligence territoriale adapté à l'observatoire de Menzel Habib au Sud de la Tunisie ». Thèse en Sciences de l'information et de la communication, Université de Lorraine.
- Jaouad, M. Tbib, A. 2012. « Impacts du multilinguisme sur les économies des pays en voie de développement ». In Morelli e.a. *op.cit.*
- Knoop, H. 1990, « Les Déterminants des Migrations Internes en Tunisie ». In *Les Cahiers de l'IREP*, Ministère du Plan et du Développement Régional (4).
- Meyer, V. 2012. « Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions ? » In Morelli e.a. *op.cit.*
- Morelli, P., Sghaier, M. 2012, dirs. *Communication et développement territorial en zones fragiles au Maghreb*. Paris : L'Harmattan.
- Mzioudet, B. 2011. *Informé et communiquer en confiance ? Dispositifs et territoires en zones arides : le cas de l'observatoire Menzel Habib*. Thèse en Sciences de l'information et de la communication, Université de Lorraine.
- Mzioudet, B. 2012. « La communication territoriale en zones arides : Quelle information communiquer pour la confiance entre les acteurs ? » In Morelli e.a. *op. cit.*
- Picouet, M. 1971. « Aperçu des migrations intérieures en Tunisie ». In *Population*, n° 1 p.125-148.
- Zémor, P. 2008. *La communication publique*. Paris : PUF.

## Notes

1. Pour les réalisations du programme LOTH cf. notre carnet de recherche <http://loth.hypotheses.org>
2. Le Gouvernorat est une collectivité territoriale en Tunisie.
3. L'Imada est la plus petite division administrative en Tunisie avec un chef-lieu nommé Omda.
4. Le CGDR et l'ODS sont, pour partie, les terrains et les partenaires de la présente recherche.
5. Les principaux indicateurs de pauvreté sont le développement de l'incapacité de se nourrir ou de se vêtir.
6. Réunions de partage entre praticiens et universitaires organisées par le Commissariat Général de Développement Régional, structure chargée du développement du Nord-Est et du centre-Est de la Tunisie.
7. Indice statistique généralement utilisé pour déterminer la cohérence de l'ensemble de questions composant un test, considéré comme fiable à proximité de 0.6.
8. Indice de Kaiser-Meyer-Olkin qui détermine si l'échelle est factorisable à partir du seuil de 0.5.
9. Le test de  $\chi^2$  est un test qui permet de relever le degré de dépendance ou d'indépendance entre deux caractères.
10. Degré de liberté= le nombre de modalité pour le premier caractère moins 1 \* le nombre de modalité du deuxième caractère -1
11. V de Cramer est la racine carrée du  $\chi^2$  divisé par  $\sqrt{\chi^2 \text{ max}}$  plus sa valeur se rapproche de 0 plus il y a une indépendance entre les caractères